**Résolution de l'UEF Rhône-Alpes**
**sur l'INITIATIVE EUROPEENNE DES CITOYENS**

**Pour l'Assemblée générale de l'UEF France du 14 septembre 2013**

Le Comité directeur de l'UEF Rhône-Alpes réuni le vendredi 6 septembre 2013 à Lyon a décidé de proposer la résolution suivante (adoptée à une très large majorité) à l'Assemblée générale de l'UEF France se réunissant à Paris le samedi 14 septembre.

« L'UEF Rhône-Alpes demande que l'Assemblée générale de l'UEF France décide d'adopter pour les deux ans qui viennent comme ***action-cadre*** l'Initiative européenne des citoyens (ICE) « Pour un plan européen extraordinaire de développement durable et pour la création d'emplois ».

En effet, Il est urgent et important de redonner confiance aux citoyens européens dans l'unification politique de l'Europe comme moyen d'assurer leur sécurité et de construire un meilleur avenir.

C'est le seul moyen de lutter contre la propagation des néonationalismes et de bâtir la digue nécessaire lors des élections européennes en 2014.

Toutes les forces pro-européennes ont un rôle à jouer dans cette bataille.

Pour leur part, les fédéralistes doivent continuer à être le lien direct entre les citoyens européens et le projet d'Europe fédérale, en prenant en compte les opportunités offertes par l'Union européenne, telle qu'elle est aujourd'hui. Dans cette perspective, l'UEF France s'engage à utiliser l'ICE, entrée en vigueur par le Traité de Lisbonne, et donc à promouvoir l'ICE impulsée par les fédéralistes en Europe (présentation courte au verso), et à structurer ses actions sur cette orientation pour les années à venir.

Cette mobilisation des Européens contribuera à construire une appartenance citoyenne et un élément de confiance retrouvée. Elle devrait en particulier se traduire par un vote amplifié en faveur des partisans d'un projet d'Europe unie lors des élections européennes de 2014.

En résumé, l'action pour l'ICE est la seule à notre disposition permettant aujourd'hui aux fédéralistes tout à la fois :

- de s'adresser directement aux citoyens européens de même qu'à de nombreuses organisations de la société civile (milieux économiques et culturels, patronaux et syndicaux, presse, ONG, réseaux sociaux…),
- de donner à notre campagne une réelle visibilité,

tout en proposant de manière forte la création de ressources propres de l'Union européenne.

Autour de cette ***action-cadre*** pourront venir se greffer les nombreuses autres activités de l'organisation proposées dans le Rapport d'orientation.

.../...

# Argumentaire bref

Pourquoi ce projet d'Initiative des citoyens européens **pour un plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi** ?

- Pour sortir de la crise économique et financière, un plan européen de développement durable et pour l'emploi peut être un objectif prioritaire ;
- des plans nationaux sont inefficaces pour gouverner l'espace économique européen et causent un gaspillage de ressources ;
- un plan européen de développement, à cause du manque de ressources du budget européen actuel, doit viser à produire une profonde réforme budgétaire, pouvant être poursuivie dans le cadre de l'eurozone et avec les autres Etats qui voudraient s'y associer ;
- un tel plan devra être financé par de nouvelles ressources propres provenant :
  - d'une taxe sur les transactions financières -nécessaire pour pénaliser la spéculation financière ;
  - d'une taxe carbone -pour combattre les changements climatiques et favoriser la transition vers les énergies renouvelables ;
  - d'euro-obligations (notamment les *Euro Project Bonds*) ;
- ces ressources devront alimenter en premier lieu un Fonds européen de solidarité pour le financement de mesures sociales destinées à lutter contre le chômage et à créer de nouveaux postes de travail pérennes et de qualité, en particulier, pour l'emploi des jeunes ;
- un tel plan recueillera le consentement des citoyens et contribuera à combattre la progression du nationalisme, du populisme et de l'euroscepticisme.

# Le constat

- La pauvreté s'accroit en Europe :

**dans l'Union européenne 119 millions de personnes sont en risque de pauvreté, 24,2 % de la population.** (source Eurostat)

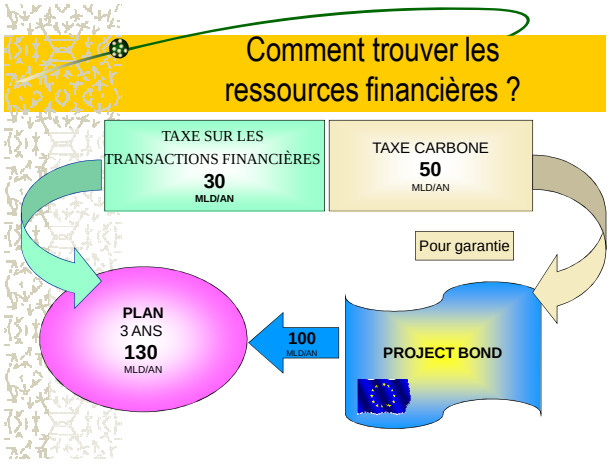
- L'Union européenne n'a pas de dette.

# La proposition de l'ICE

L'ICE demande à la Commission européenne de proposer un plan européen extraordinaire de développement durable et pour l'emploi, afin de relancer l'économie européenne et de créer de nouveaux emplois, avec un financement de 400 milliards d'€uros sur 3 ans.
Les investissements seront attribués aux domaines suivants :

- recherche et innovation ;
- énergies renouvelables ;
- infrastructures de transport ;
- infrastructures à "Haut débit" pour les télécommunications ;
- réseaux énergétiques ;
- protection de l'environnement et du patrimoine culturel ;
- agriculture biologique.

# Les ressources financières ?




# Rappel relatif aux ICE

Article 11.4 du Traité sur l'Union européenne (rappel)

***"Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités ».***